

Cote du document: EB 2016/LOT/G.4  
Date: 12 août 2016  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional au Centre latino-américain pour le développement rural à l'appui du programme Jeunes ruraux, territoires et opportunités: une stratégie de participation à l'élaboration des politiques

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Tomas Rosada  
Économiste régional  
Division Amérique latine et Caraïbes  
téléphone: +39 06 5459 2332  
courriel: t.rosada@ifad.org

Lauren Phillips  
Spécialiste technique supérieure  
Division des politiques et du conseil technique  
téléphone: +39 06 5459 2877  
courriel: l.phillips@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner  
Chef du Bureau des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2974  
courriel: gb\_office@ifad.org

Pour: Approbation

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don telle qu'elle figure au paragraphe 28.

### Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional au Centre latino-américain pour le développement rural à l'appui du programme Jeunes ruraux, territoires et opportunités: une stratégie de participation à l'élaboration des politiques

#### I. Généralités et conformité avec la Politique du FIDA en matière de dons

1. Le FIDA considère l'emploi des jeunes ruraux comme l'une des priorités de son programme de dons. Cela est particulièrement pertinent en Amérique latine, où les régions rurales vivent une transition démographique.
2. Les jeunes ruraux sont confrontés à un certain nombre de problèmes spécifiques. Disposant de peu de moyens et d'un accès limité à l'éducation, les jeunes ruraux pauvres sont vulnérables et confrontés à des risques élevés sur le marché du travail.
3. Lorsque les jeunes ruraux entrent sur ce marché, leurs moyens de subsistance dépendent principalement d'une combinaison de travail agricole à petite échelle, d'emplois occasionnels ou saisonniers et de participation à des microentreprises. Ces activités offrent de faibles perspectives de revenus et réduisent la capacité des jeunes à assurer leur autonomie.
4. Pour modifier le paradigme du développement rural, ces difficultés doivent être affrontées de manière à encourager l'établissement de liens entre les diverses politiques sectorielles afin de s'attaquer de façon globale aux causes profondes et multidimensionnelles de ce problème.
5. L'approche axée sur le développement territorial, qui diffère significativement des approches plus traditionnelles qui se concentrent essentiellement sur l'emploi des jeunes sans tenir compte des différences territoriales, constitue un outil de transformation efficace pour relever ces défis. Dans le cadre de l'approche traditionnelle, le territoire est considéré comme une construction sociale qui relie les sphères matérielle, administrative, politique et économique. L'approche axée sur le développement territorial, quant à elle, met en évidence les liens qui existent entre les agents territoriaux, les institutions et les structures sociales. Les modèles de développement institutionnel différenciés sur le plan spatial découlent des façons dont les territoires sont associés stratégiquement aux coalitions et aux réseaux économiques, sociaux et politiques de nature extraterritoriale.
6. L'approche territoriale identifie cinq groupes de facteurs qui affectent les interactions entre les agents, les institutions et les structures. Il s'agit des relations entre: i) les structures agraires et, plus généralement, la gouvernance des ressources naturelles; ii) les territoires et les marchés dynamiques; iii) les structures productives sur le territoire (c'est-à-dire les entreprises et les secteurs économiques); iv) les territoires et les centres urbains à proximité; et v) les systèmes de gouvernance des investissements publics.

7. La participation à l'élaboration des politiques joue un rôle déterminant lorsqu'il s'agit d'influencer les politiques, les programmes et les projets. Le FIDA est parvenu à élaborer une approche de la participation à l'élaboration des politiques et de l'assistance technique dans plusieurs pays d'Amérique latine, qui s'est révélée efficace pour inciter les gouvernements à agir en vue de réduire la pauvreté rurale.
8. Cette proposition s'appuie sur deux précédents dons financés par le FIDA et mis en œuvre par le Centre latino-américain pour le développement rural (Rimisp): i) Processus d'élaboration des politiques pour un impact de vaste portée<sup>1</sup> (2013-2016); et ii) Le savoir au service du changement – Processus stratégiques pour un impact sur la pauvreté<sup>2</sup> (2010-2013). Ces dons ont favorisé la création et le développement de groupes de dialogue ruraux (GDR), qui constituent le principal instrument de l'approche en matière de participation à l'élaboration des politiques et d'assistance technique que le FIDA a mis en œuvre avec succès.
9. Les politiques sectorielles en Amérique latine ne tiennent généralement pas compte des aspects liés aux territoires, ce qui signifie qu'elles ne prennent pas explicitement en considération les différences en termes de mise en œuvre et de résultats liées au lieu. Les GDR s'appuient sur l'approche territoriale pour élaborer des politiques qui tiennent compte des différences territoriales, afin de permettre à chaque territoire d'affirmer pleinement son potentiel de développement et de réduire ainsi les disparités territoriales.
10. Le Rimisp bénéficie de plusieurs avantages comparatifs: i) c'est une organisation de la région – il s'agit d'un élément important dans la mesure où le programme concerne les processus d'élaboration des politiques; ii) il est largement en mesure d'influer sur les faiseurs d'opinion et les décideurs, étant donné qu'il œuvre depuis longtemps dans tous les pays participants; iii) il a donné les preuves de sa capacité à conduire des recherches et des analyses politiques de qualité tout en promouvant une concertation et un plaidoyer constructifs sur les politiques; iv) il a su gérer de manière efficace plusieurs dons du FIDA depuis le milieu des années 1990; v) il a démontré son aptitude à mobiliser différents types de ressources complémentaires à l'appui de ces dons; et vi) il a acquis l'expérience et les connaissances nécessaires dans le cadre de la mise en œuvre des phases I et II de ce programme<sup>3</sup>.
11. Le programme proposé est conforme au but et aux objectifs tels qu'énoncés dans Politique du FIDA en matière de dons (2015)<sup>4</sup> ainsi qu'aux priorités stratégiques du Fonds concernant les partenariats et la participation à l'élaboration des politiques. Il est également compatible avec le premier groupe thématique concernant les dons régionaux figurant dans le Plan à moyen terme 2016-2017, notamment l'emploi des jeunes ruraux, qui constitue une priorité pour 2016.

## II. Le programme proposé

12. Le but général du programme est d'améliorer les possibilités économiques territoriales pour les jeunes ruraux par le biais d'analyses des politiques fondées sur des données probantes et de la participation à l'élaboration des politiques avec les gouvernements de la Colombie, de l'Équateur, du Mexique et du Pérou. Ces pays ont été choisis en raison de leur état de pauvreté, des phénomènes d'exclusion auxquels sont confrontés les jeunes ruraux, de la bonne performance des GDR lors des phases précédentes, et des conditions institutionnelles actuellement favorables à une amélioration de la concertation sur les politiques.
13. Les objectifs du programme sont les suivants: i) améliorer la connaissance et la compréhension du FIDA: a) des tendances en matière de génération de revenus des jeunes ruraux à l'échelle territoriale, et b) des cadres institutionnels, des

<sup>1</sup> <https://webapps.ifad.org/members/lapse-of-time/docs/french/EB-2013-LOT-G-6.pdf>

<sup>2</sup> <https://www.ifad.org/documents/10180/0fe1e986-0f94-4e9f-82e5-094deb3a2c05>

<sup>3</sup> Voir notes 1 et 2.

<sup>4</sup> Voir document EB 2015/114/R.2/Rev.1.

politiques et des budgets en lien avec les jeunes ruraux dans des pays sélectionnés; ii) améliorer au moins une politique, un cadre juridique ou un programme national au profit des jeunes ruraux dans chaque pays grâce à la concertation sur les politiques et aux processus d'assistance technique conduits par les GDR; et iii) accroître l'efficacité des projets de développement rural (y compris ceux financés par le FIDA) en proposant des outils innovants pour la concertation sur les politiques.

14. Le groupe cible sera composé de membres des GDR dans les quatre pays, ainsi que de leurs homologues au sein des administrations nationales et infranationales (environ 50 personnes par pays, y compris, entre autres, des universitaires, des décideurs et des représentants des organisations rurales). Indirectement, le programme devrait permettre d'améliorer les conditions économiques des bénéficiaires des politiques publiques élaborées ou améliorées à travers les processus de concertation sur les politiques. Le programme cible également des parties prenantes influentes et tous ceux qui sont en mesure de prendre des décisions importantes au sein du gouvernement, du pouvoir législatif et de la sphère politique.
15. Les GDR en Colombie, en Équateur, au Mexique et au Pérou devraient contribuer à élaborer une stratégie de participation à l'élaboration des politiques, qui servira à préparer les stratégies de pays du FIDA qui devraient être formulées respectivement en 2016, 2018, 2018 et 2017. En Colombie, des liens sont prévus avec le don récemment approuvé au titre du guichet-pays spécifique, dont l'objectif est de contribuer à la conception d'un cadre de politique rurale d'après-conflit en Colombie, en vertu des nouvelles dispositions institutionnelles. Au Mexique, des synergies seront recherchées avec deux projets en cours axés sur l'inclusion productive: i) Territorios Productivos (un projet d'assistance technique pour la mise à l'essai d'une nouvelle stratégie d'inclusion économique rurale, financé par un don du FIDA); et ii) le Projet d'inclusion productive en milieu rural. En Équateur, le GDR continuera d'influencer le débat sur les stratégies nationales de développement et le Programme d'appui aux territoires ruraux Buen Vivir.
16. L'exécution du programme s'étendra sur une période de trois ans et s'articulera autour des composantes suivantes: i) analyse des politiques et recherche à l'échelle territoriale; ii) concertation sur les politiques et assistance technique; et iii) apprentissage en matière de politiques.

### III. Effets/produits escomptés

17. On attend de ce programme les effets suivants: i) une meilleure compréhension des tendances en matière d'emploi des jeunes ruraux, ce qui devrait permettre d'influer sur les processus politiques; ii) une priorité plus élevée accordée aux jeunes ruraux dans les programmes, les stratégies et les budgets nationaux à l'appui du développement; iii) un renforcement de la pertinence, de l'efficacité, de l'efficience et de la durabilité des stratégies et des politiques du FIDA et des parties prenantes nationales en matière d'emploi des jeunes ruraux; et iv) une meilleure compréhension des processus qui ont une incidence sur les programmes stratégiques nationaux et de leurs liens réciproques.
18. La durabilité du programme est directement liée à la stratégie du Rimisp en matière d'influence sur les politiques et d'assistance technique, stratégie qui s'appuie sur la concertation sur les politiques favorisée par les GDR. Par exemple, dans le cadre du projet Développement des villes et des territoires ruraux récemment mis en œuvre grâce à un don de la Fondation Ford, les GDR à El Salvador ont favorisé un processus de concertation sur les politiques axé sur les rapports entre milieu rural et milieu urbain. Les GDR sont consultés pour tous les projets et initiatives du Rimisp. Ce cycle associe la concertation sur les politiques avec l'assistance technique et de nouveaux donateurs intéressés à faire partie de cette stratégie de participation à l'élaboration des politiques. À plus long terme, les GDR devraient

suivre l'exemple d'El Salvador et être en mesure de mobiliser des fonds d'autres donateurs pour cofinancer leurs programmes de travail respectifs.

#### IV. Modalités d'exécution

19. Le Rimisp est à la fois l'organisme bénéficiaire et l'organisme d'exécution. Le projet est la continuation d'un investissement en cours dans le cadre duquel d'importantes ressources sont utilisées pour élaborer une méthodologie et un réseau de partenaires nationaux. Ce don correspond à la dernière phase d'un programme d'investissement qui vise à instaurer un modèle national de concertation sur les politiques dans la région. Il sera nécessaire de tester la méthodologie d'évaluation de l'impact ainsi que le potentiel de reproduction à plus grande échelle et la viabilité au-delà d'un seul cycle politique.
20. Le Rimisp mettra en place une unité de coordination du programme (UCP). Celle-ci rendra compte au Comité international du Rimisp, qui sera chargé d'administrer le nouveau programme et d'apporter un soutien à l'UCP grâce à un suivi stratégique et programmatique. Cette unité sera constituée d'un coordonnateur, d'un assistant technique et d'un assistant administratif.
21. Mme Maria Ignacia Fernández, qui a 20 ans d'expérience dans le domaine des politiques publiques et qui occupe actuellement le poste de Directrice exécutive du Rimisp, sera la coordinatrice du programme. En cas de remplacement, les candidats sélectionnés devront posséder une expérience et des compétences équivalentes. Les éventuels remplacements seront effectués suivant un processus international de concours ouvert.
22. Les services financiers et administratifs seront assurés par le personnel ordinaire du Rimisp. Le personnel des services financiers sera composé du chef de l'unité administrative et financière, de deux gestionnaires des services de comptabilité, d'un responsable de la trésorerie et d'un assistant administratif.
23. Les activités seront mises en œuvre en collaboration avec le secrétaire exécutif du GDR dans chaque pays. Ceux-ci rendront compte directement au coordonnateur du programme et seront chargés – en consultation avec l'UCP et le superviseur du FIDA – de sélectionner les nouveaux membres des GDR, de diriger les réunions de groupe, de définir le programme annuel des thèmes et activités, et de rendre compte des résultats une fois par an. La composante 3 sera directement coordonnée par l'UCP avec l'aide de consultants spécialisés.
24. Les procédures relatives à la présentation de l'information financière et à l'audit sont conformes aux procédures standard.

#### V. Coût et financement indicatifs du programme

25. Le programme sera cofinancé par le FIDA et le Rimisp. La contribution du Rimisp provient d'un don accordé en 2016 à titre de financement de base par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), société d'État canadienne. Ce financement est indépendant de toute autre ressource que le CRDI peut avoir fournie au titre d'un accord avec le FIDA. Le CRDI est au courant de la décision du Rimisp de cofinancer ce programme avec le FIDA, et lui apporte tout son soutien.
26. Le coût total du programme s'élève à 2,23 millions d'USD, dont 78,6% correspondent à la contribution sous forme de don du FIDA. Les 476 520 USD restants (21,4%) sont financés par le Rimisp.
27. Les détails du programme par source de financement et activité se présentent comme suit:

Tableau 1

**Coût par composante et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Rimisp</i>	<i>Total</i>
1. Analyse des politiques et recherche à l'échelle territoriale	355	223	578
2. Concertation sur les politiques et assistance technique	1 119	69	1 188
3. Apprentissage en matière de politiques	147	184	331
4. Coûts indirects	130	-	130
<b>Total</b>	<b>1 751</b>	<b>476</b>	<b>2 227</b>

Tableau 2

**Coût par catégorie de dépenses et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Rimisp</i>	<i>Total</i>
1. Traitements et indemnités	240	51	291
2. Consultants	645	355	1 000
3. Assistance technique	210	50	260
4. Ateliers	360	-	360
5. Frais de voyage et indemnités	90	20	110
6. Matériel et fournitures	24	-	24
7. Coûts de fonctionnement	52	-	52
8. Coûts indirects	130	-	130
<b>Total</b>	<b>1 751</b>	<b>476</b>	<b>2 227</b>

## VI. Recommandation

28. Je recommande que le Conseil d'administration approuve la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme intitulé Jeunes ruraux, territoires et opportunités: une stratégie de participation à l'élaboration des politiques, accordera un don d'un million sept cent cinquante-et-un mille dollars des États-Unis (1 751 000 USD) au Centre latino-américain pour le développement rural pour un programme d'une durée de 36 mois. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## Results-based logical framework

	Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<b>Goal</b>	To improve territorial economic opportunities for the rural youth, through evidence based policy analysis and policy engagement with governments in four LAC countries	More relevant effective and sustainable rural development strategies and policies for young people Increased investment in rural areas in assets of and services for the rural youth Greater voice and influence of the rural youth in policy processes	Annual programme reports Monitoring and evaluation reports Final external evaluation	Countries do not undergo major crisis that severely affect the normal policy process and agendas
<b>Objectives</b>	To improve our knowledge and understanding of rural youth's income generation trends at the territorial level, and institutional frameworks, policies and budgets addressed to rural youth in selected countries	At least two innovative rural development investment instruments in each country are investigated and discussed with policy makers	Annual programme reports Monitoring and evaluation reports Final external evaluation	Stability of government decision makers and technical teams within the normal bounds of administration. Constraints imposed by procedures and regulations do not impede the timely implementation of changes
	To improve at least one policy, legal framework or national programme addresses to rural youth in each country, as a result of the policy dialogue and technical assistance process conducted by the Rural Dialogue Groups	At least one important strategy, policy, legal framework or national programme has been improved in each country in ways that potentially benefit rural youth		
	To enhance the effectiveness of rural development projects (included IFAD funded ones) by proposing new innovative tools for policy dialogue in selected countries	At least two IFAD projects in LAC utilize policy dialogue as a tool for policy process		
<b>Outcomes/ Outputs</b>	Policy analysis and research at the territorial level: policy analysis and systematization reports widely used by policymakers	12 policy analysis papers (3 each country); the 2017 Latin American Poverty and Inequality Report published	Annual programme reports Monitoring and evaluation reports Final external evaluation	Political or social unrest in the participating countries do not affect the implementation of the programme Devaluations or other economic shocks do not reduce the capacity of the programme to finance activities. Other commitments do not compete for the time and attention
	Policy dialogue and technical assistance: policy coalitions in each country led by rural dialogue groups gain to greater agreement among policymakers and other policy-influential stakeholders on top priorities for policy and institutional change	4 active RDGs in Peru, Ecuador, Mexico and Colombia; 4 policy or institutional change recommendations (one by country), systematic engagement with decision makers and support policy and institutional changes		
	Policy Learning: knowledge management for	4 learning notes or guidelines; 3 papers		

	<b>Objectives hierarchy</b>	<b>Objectively verifiable indicators</b>	<b>Means of verification</b>	<b>Assumptions</b>
	mainstreaming in IFAD applied	for IFAD paper series; IFAD staff well informed of the results, processes, methods of the programme and tools used to achieve them		
<b>Key activities by component</b>	Policy analysis and research at the territorial level: first level analytical work based on country needs	# of policy analysis papers; Latin American Poverty and Inequality Report 2017	Annual programme reports Monitoring and evaluation reports Information from public agencies (websites, reports)	Programme coordination unit in place. Information shared about programme with key partners in four countries. Timely flow of funds and reports between Rimisp and subcontractors
	Policy dialogue and technical assistance: prioritize political issues and define agenda and provide technical assistance and capacity building in key political actors	# of meeting of RDGs; # of youth members in each RGD; # of participants in policy coalitions from different constituencies; # of contracts issued with independent centers for policy analysis; # of media briefs and press releases		
	Policy learning: document the processes and products of the monitoring and evaluation programme	# of learning notes of guidelines; # of papers for LAC's occasional paper series		